

<p>Comité de sécurité de l'information Chambre réunies</p>
--

CSI/CR/24/074

DÉLIBÉRATION N° 24/026 DU 6 FÉVRIER 2024 RELATIVE AU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL RELATIVES À DIVERS STATUTS PAR LE SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ECONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ENERGIE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE, DIVISION TELECOM, DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA MISE EN LIGNE D'UNE APPLICATION VISANT À VÉRIFIER L'ÉLIGIBILITÉ À L'OFFRE INTERNET SOCIAL (PROJET « SSH »)

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, en particulier l'article 15;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier l'article 114;

Vu la loi du 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, en particulier l'article 97;

Vu la délibération n°18/046 du 3 avril 2018 du Comité de sécurité de l'information relative à la consultation en ligne de sources authentiques par des instances qui accordent des droits supplémentaires dans le cadre du projet « statuts sociaux harmonisés »;

Vu la demande du Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie, Direction générale de la Réglementation économique, Division Telecom (SPF Economie);

Vu le rapport de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS);

Vu le rapport des présidents.

A. OBJET DE LA DEMANDE

1. La présente délibération a pour objectif de permettre au Service Public Fédéral Economie, PME, Classes Moyennes et Energie, Direction générale de la Réglementation économique, Division Telecom (SPF Economie) de consulter certains statuts sociaux en vue du développement et de la mise en ligne sur son site internet et sur le portail de la sécurité sociale MySocialSecurity.be d'une application permettant à tout citoyen de vérifier son éligibilité à l'offre internet social (Tarif social Telecom « nouveau régime »), conformément à la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques* (LCE).

2. Le Tarif social Telecom¹ est un droit supplémentaire dont peut bénéficier un citoyen et/ou son ménage en raison de certains statuts sociaux accordés par certains acteurs du secteur social, conformément à l'article 22/2, § 2, de l'annexe 1 de la LCE².
3. Le Tarif social Telecom (« ancien régime ») est actuellement attribué par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT), aux personnes qui en font la demande expresse et répondent aux critères d'octroi. Une base de données reprenant les données des bénéficiaires existe à l'IBPT. Ce Tarif social Telecom octroie des réductions tarifaires sur certains produits télécoms.
4. A partir du 1er mars 2024, sera introduit un nouveau Tarif social Telecom, aussi appelé l'offre internet social, portant sur l'offre d'un service de base comportant au minimum la fourniture de l'internet à haut débit, selon des caractéristiques techniques minimales et pour un prix maximal fixés légalement³. Chaque opérateur Telecom dont le chiffre d'affaires portant sur les services de communications électroniques accessibles au public est supérieur à cinquante millions d'euros, devra offrir une formule de service de base différente respectant des critères techniques et tarifaires fixés légalement.
5. Ce nouveau Tarif social Telecom sera octroyé par le SPF Economie aux personnes qui en font la demande et qui répondent aux critères d'octroi.
6. La Division Télécommunications de la Direction générale Règlementation économique du SPF Economie gèrera ainsi une banque de données à caractère personnel avec des données provenant des opérateurs, du Registre national et de la Banque Carrefour de la sécurité sociale (BCSS), afin d'assurer le suivi des dossiers et de traiter les éventuelles questions/contestations des bénéficiaires.
7. Les catégories de bénéficiaires ainsi que les procédures visant à l'obtention des dites conditions tarifaires sont définies dans l'annexe 1 de la LCE et dans l'arrêté royal du 30 août 2023 *relatif aux traitements effectués dans le cadre des articles 22/2, § 7, et 22/3, § 10, de l'annexe 1 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques*.
8. Le SPF Economie a été autorisé, conformément à la délibération n° 23/226 du 7 novembre 2023, à consulter certains statuts sociaux en vue de l'octroi à certaines catégories de bénéficiaires de l'offre internet social conformément à la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques* (LCE).
9. Le SPF Economie souhaite développer et mettre en ligne sur son site internet et sur le portail de la sécurité sociale MySocialSecurity.be une application dont l'objectif est de permettre à tout citoyen de vérifier son éligibilité à l'offre internet social en fonction de sa situation personnelle (et celle de son ménage) et de renseigner sur l'utilité d'introduire une demande via un opérateur Telecom.

¹ Article 22/2, § 1^{er}, de l'annexe 1, de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*.

² Cet article a été ajouté à la LCE par l'article 6 de la loi du 30 août 2023 *portant modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et portant réforme des tarifs sociaux*.

³ L'offre internet social (tarif social Telecom « nouveau régime ») est introduite par la loi du 30 août 2023 portant modification de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques et portant réforme des tarifs sociaux*, et entre en vigueur le 1er mars 2024.

10. Les modalités de fonctionnement de l'application impliquent que l'ensemble des conditions d'octroi de l'offre internet social soient vérifiées, à savoir le pays de résidence du requérant (à l'aide du numéro d'identification de la sécurité sociale), l'appartenance du requérant ou d'un membre de son ménage à l'une des catégories d'ayants-droits définies à l'article 22/2, § 2, de l'annexe 1 de la LCE (check d'éligibilité sociale par l'intermédiaire de la BCSS) et l'inexistence au sein du ménage du requérant d'un autre contrat Telecom bénéficiant du tarif social (interrogation des bases de données de l'IBPT par le SPF Economie – ce traitement de données à caractère personnel doit cependant être réglé conformément aux dispositions de l'article 35/1 de la loi du 15 août 2012 *relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral*).
11. Conformément à l'article 22/2, § 2, de l'annexe 1 de la LCE, est considérée comme étant un ayant droit du tarif social, toute personne qui peut prouver qu'elle-même ou qu'une autre personne appartenant au même ménage bénéficie d'une décision d'octroi:
- 1° par un centre public d'aide sociale,
 - a) du revenu d'intégration accordé en vertu de la loi du 26 mai 2002 *concernant le droit à l'intégration sociale* ;
 - b) d'une aide sociale financière dispensée et prise en charge totalement ou partiellement par l'État conformément à l'article 5 de la loi du 2 avril 1965 *relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale* ;
 - c) d'une allocation d'attente soit de la garantie de revenus aux personnes âgées, soit d'une allocation pour personnes handicapées ;
 - 2° par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale :
 - a) de l'allocation de remplacement de revenus visée à l'article 2, § 1er, de la loi du 27 février 1987 *relative aux allocations aux personnes handicapées* ;
 - b) de l'allocation d'intégration visée à l'article 2, § 2, de la loi du 27 février 1987 *relative aux allocations aux personnes handicapées* ;
 - c) de l'allocation d'aide aux personnes âgées visée à l'article 2, § 3, de la loi du 27 février 1987 *relative aux allocations aux personnes handicapées* ;
 - d) d'une allocation telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 *relative à l'octroi d'allocations aux handicapés* ;
 - e) d'une allocation complémentaire telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 *relative à l'octroi d'allocations aux handicapés* ;
 - f) au moins 4 points dans le pilier 1 visé à l'article 6, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 *portant exécution des articles 47, 56septies et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 88 de la loi programme (I) du 24 décembre 2002* ;
 - 3° par une institution d'une région ou d'une communauté, d'une allocation d'aide aux personnes âgées que le Roi assimile à une allocation visée au 2°, e) ;
 - 4° prise sur la base d'un décret ou une ordonnance octroyant un certain nombre de points ou un score à un enfant, assimilée par le Roi à une décision visée au 2°, f) ;

- 5° par le Service fédéral des Pensions,
- a) du revenu garanti aux personnes âgées, visé dans la loi du 1er avril 1969 *instituant un revenu garanti aux personnes âgées* ;
 - b) de la garantie de revenus aux personnes âgées, visée dans la loi du 22 mars 2001 *instituant la garantie de revenus aux personnes âgées* ;
 - c) d'une allocation pour l'aide d'une tierce personne, visée dans la loi du 27 juin 1969 *relative à l'octroi d'allocations aux handicapés* ;
 - d) d'une allocation de complément du revenu garanti aux personnes âgées, telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 *relative à l'octroi d'allocations aux handicapés*.
- 12.** L'article 22/2 de l'annexe 1 de la LCE est actuellement en cours d'adaptation afin de tenir compte de la régionalisation (les différentes catégories d'ayants droits doivent en effet être actualisées afin de représenter les catégories de bénéficiaires telles que spécifiées par les services des entités fédérées, devenus de nouvelles sources authentiques). Le SPF Economie est tenu d'avertir le CSI dès la publication de l'adaptation de la réglementation afin que la présente délibération puisse être mise à jour dans les meilleurs délais.
- 13.** D'un point de vue pratique, l'application fonctionnerait de la manière suivante. Le citoyen, qui veut savoir s'il a droit à l'offre internet social, se rend sur le site internet du SPF Economie ou le portail de la sécurité sociale MySocialSecurity.be et s'identifie et s'authentifie de manière officielle et sécurisée au moyen d'un outil du niveau 400 (sur base de l'eID, itsme,...). Le SPF Economie consulte la BCSS afin de contrôler si les conditions pour bénéficier de l'offre internet social, telles qu'elles sont énumérées à l'article 22/2, de l'annexe 1 de la LCE, sont remplies. La BCSS fournit une réponse du type oui/non. La réponse « oui » sera donnée si la personne ou au moins une personne de son ménage est connue dans l'un des statuts au moment de la consultation. La réponse ne précise rien concernant la personne ouvrant le droit au sein du ménage, la raison pour laquelle il existe un droit ou l'organisme social à l'origine du droit éventuel. Toutefois, en cas de réponse négative, la cause de l'absence d'éligibilité sera indiquée, à savoir soit la personne ne réside pas en Belgique, soit la personne et les membres de son ménage n'appartiennent pas aux catégories d'ayants droit, soit il existe déjà une personne bénéficiant du Tarif social Telecom « ancien régime », soit une personne bénéficie déjà de l'offre internet social (Tarif social Telecom « nouveau régime ») au sein du ménage de la personne.
- 14.** Le SPF Economie vérifie auprès de la BCSS si le citoyen ou un membre de son ménage appartient aux catégories de bénéficiaires définies légalement pour ce Tarif social. Les statuts sociaux concernés sont les suivants: allocation pour l'aide aux personnes âgées (« AAPA_THAB »), pilier 1 – 4 points (« P1-4 »), pilier 1 – 6 points (« P1-6 »), revenu d'intégration (« RIS_LL »), équivalent revenu d'intégration (« AF_Eq_LL »), garantie de revenus aux personnes âgées (« GRAPA_IGO »), revenu garanti aux personnes âgées (« RG_GI »), allocation de remplacement de revenu (« ARR_IVT »), allocation d'intégration (« AI_IT ») et les statuts acquis.
- 15.** En cas de réponse positive (éligibilité à l'offre internet social), la personne concernée devra par la suite introduire une demande à l'offre internet social auprès de son opérateur Telecom afin de mettre en œuvre son droit.

16. Les résultats issus de la consultation de cette application ont une valeur informative, permettant au citoyen qui y recourt de connaître son statut d'éligibilité, et d'introduire le cas échéant une demande visant l'octroi de l'offre internet social. Les demandes susceptibles d'être refusées s'en verront ainsi limitées.
17. Le SPF Economie ne prévoit pas d'intégration dans le répertoire des références de la BCSS car il n'est pas prévu que le SPF Economie reçoive des mutations des dossiers concernés. De plus, dans le contexte du projet SSH (« statuts sociaux harmonisés »), il n'existe pas de contrôle dans le répertoire des références, ni d'intégration.
18. Le SPF Economie, dans la mesure où il accorde des droits supplémentaires, est autorisé, sur le fondement de la délibération n° 23/226 du 7 novembre 2023 ainsi que sur le fondement de la délibération du Comité de sécurité de l'information n°18/046 du 3 avril 2018, à consulter en ligne les sources authentiques dans le cadre du projet statuts sociaux harmonisés.

B. EXAMEN DE LA DEMANDE

Compétence du Comité de sécurité de l'information

19. Il s'agit d'un échange de données à caractère personnel qui, en application de l'article 15, § 2, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, doit faire l'objet d'une délibération préalable des chambres réunies du Comité de sécurité de l'information.

Licéité du traitement

20. Selon l'article 6 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (RGPD), le traitement de données à caractère personnel n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions mentionnées est remplie.
21. Le traitement précité est licite en ce qu'il est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis, conformément à l'article 6, 1), c), du RGPD à savoir, la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques* et son annexe 1 et l'arrêté royal du 30 août 2023 *relatif aux traitements effectués dans le cadre des articles 22/2, § 7, et 22/3, § 10, de l'annexe 1 de la LCE*.

Principes relatifs au traitement des données à caractère personnel

22. En vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et elles ne peuvent pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (principe de la limitation des finalités), elles doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des

finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de la minimisation des données), elles doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de la limitation de la conservation) et elles doivent être traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (principe d'intégrité et de confidentialité).

Limitation de la finalité

23. La communication poursuit une finalité légitime, c'est-à-dire permettre au SPF Economie de développer et mettre en ligne une application renseignant les citoyens sur leur éligibilité à l'offre internet social, conformément à la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*.

Minimisation des données

24. Les données à caractère personnel sont pertinentes et non excessives par rapport à la finalité poursuivie. D'une part, elles portent uniquement sur les personnes qui recourent à l'application et les membres de leurs ménages. D'autre part, seule l'existence ou non d'un statut social par personne concernée identifiée sur la base de son numéro d'identification de la sécurité sociale et les membres de son ménage concernées par ces statuts sera communiquée. Des données personnelles supplémentaires sur le statut ne sont pas nécessaires et ne seront donc pas transférées.

Limitation de la conservation

25. Le SPF Economie ne conservera pas les données relatives aux consultations de l'application. En effet, ces données ont une valeur informative et sont destinées à fournir une réponse aux utilisateurs quant à leur éligibilité à l'offre internet social. Seules les données statistiques relatives au nombre d'utilisateurs ayant recouru à l'application seront traitées.

Intégrité et confidentialité

26. Conformément à l'article 14 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, l'échange précité se déroule à l'intervention de la BCSS.
27. Lors de la communication et du traitement des données à caractère personnel, le SPF Economie doit tenir compte de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* et de toute autre réglementation relative à la protection de la vie privée, en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* et la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel*. Il tient également compte des normes de sécurité

minimales du réseau de la sécurité sociale, qui ont été définies par le Comité général de coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

- 28.** Le SPF Economie a été autorisé à utiliser le numéro de Registre national en vue de l'octroi de l'offre internet social dans le secteur des télécommunications par la décision n° 041/2023 du 22 novembre 2023 rendue par le Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique. Cette autorisation s'étend à l'éventuelle mise en place d'une application de consultation de l'éligibilité par le citoyen via le site internet du SPF Economie et/ou le portail de la sécurité sociale MySocialSecurity.be, tel qu'envisagé par la présente délibération.
- 29.** Le Comité de sécurité de l'information souligne que l'article 35 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* exige, dans certains cas, que le responsable du traitement effectue, avant le traitement, une analyse de l'impact des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel.
- 30.** S'il ressort de l'analyse d'impact relative à la protection des données qu'il existe un risque résiduaire élevé, le demandeur doit soumettre le traitement de données à caractère personnel envisagé à l'Autorité de protection des données, conformément à l'article 36.1 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*.

Par ces motifs,

les chambres réunies du comité de sécurité de l'information

concluent que la communication par la Banque Carrefour de la Sécurité sociale au Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie, Direction générale de la Réglementation économique, Division Telecom, de données à caractère personnel dans le cadre du développement et de la mise en ligne d'une application visant à vérifier l'éligibilité à l'offre internet social (projet « SSH »), comme décrite dans cette délibération, est autorisée moyennant le respect des mesures de protection des données définies, en particulier les mesures en matière de limitation de la finalité, de minimisation des données, de limitation de la durée de conservation des données et de sécurité de l'information.

Cette délibération entrera en vigueur le 1^{er} mars 2024, c'est-à-dire la date d'entrée en vigueur de la loi du 30 août 2023 *portant modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et portant réforme des tarifs sociaux*.

Bart VIAENE
Président de la Chambre Sécurité sociale et Santé

Daniël HACHÉ
Président de la Chambre autorité fédérale

Le siège de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11) et le siège de la chambre autorité fédérale du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux du SPF BOSA – Boulevard Simon Bolivar 30 – 1000 Bruxelles (tél. 32-2-740 80 64).
--